

## Quand Mai 1968 rencontre l'immigration : un moment de l'opinion française

Yvan Gastaut

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/4435>

DOI : ERREUR PDO dans /localdata/www-bin/Core/Core/Db/Db.class.php L.34 : SQLSTATE[HY000]

[2006] MySQL server has gone away

ISSN : 2262-3353

### Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

### Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2018

Pagination : 152-160

ISBN : 978-2-919040-41-4

ISSN : 1142-852X

### Référence électronique

Yvan Gastaut, « Quand Mai 1968 rencontre l'immigration : un moment de l'opinion française », *Hommes & migrations* [En ligne], 1321 | 2018, mis en ligne le 01 avril 2018, consulté le 08 janvier 2021.

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/4435> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.4435>

---

Tous droits réservés

## REPÉRAGE

# QUAND MAI 68 RENCONTRE L'IMMIGRATION : UN MOMENT DE L'OPINION FRANÇAISE

Par YVAN GASTAUT, historien, Urmis, université de Nice.

La question de l'immigration s'est posée lors du mouvement de Mai 68. Au-delà des effets négatifs sur la masse des travailleurs immigrés, le déroulement des événements et les valeurs véhiculées ont contribué à nouer des liens médiatiques forts entre Français et immigrés aux débuts de la V<sup>e</sup> République. Certes, les travailleurs étrangers ont joué un rôle secondaire au cours de la révolte, mais ils n'en furent pas moins l'un des principaux sujets de préoccupation. Michel Chemin, acteur du mai étudiant, devenu journaliste à *Libération*, le confirme en 1985 : « À l'époque, on parlait beaucoup des étrangers mais il n'y en avait pas assez qui bougeaient... Étions-nous solidaires avec eux ? Oui et non car les travailleurs immigrés c'est comme la classe ouvrière, ça n'existe pas. Il y a des gens qui bougent qu'ils soient immigrés ou non<sup>1</sup>. »

Première figure de l'altérité, Daniel Cohn-Bendit, dit « Dany-le-rouge », l'un des meneurs du mouvement parti de l'université de Nanterre et fervent militant gauchiste, né dans une famille juive allemande à Montauban, marque les journées de mai par sa personnalité charismatique et provocatrice. N'ayant pas la nationalité française, il est touché par un arrêté d'expulsion vers l'Allemagne signé par le ministère de l'Intérieur le 21 mai 1968. Ce qui fera naître le célèbre slogan de soutien : « *Nous*

*sommes tous des juifs allemands.* » On connaît l'anecdote de ses passages clandestins de la frontière, notamment dans la voiture de l'actrice Marie-France Pisier. Mais, plus largement, les événements de mai ont favorisé l'expression d'une solidarité de classe entre travailleurs français et immigrés, et la prise de conscience de leurs dures conditions de vie. Face aux tendances xénophobes d'une partie des Français et au comportement répressif du pouvoir, mai va susciter une mobilisation antiraciste comme une riposte nécessaire. Cet article se fonde sur les sources médiatiques qui ont été publiées lors de cette période pour saisir toutes les facettes de ce que l'« esprit de mai » a suscité en termes de militantisme en faveur de l'immigration.

## Un sentiment de panique chez les étrangers

Lors des premiers jours du mouvement, la majorité de la population immigrée est gagnée par un sentiment d'angoisse. Une nouvelle de Clément Lepidis met en scène les déboires de Mamadou, victime des événements. La plupart des migrants, peu avertis des problèmes de la société française, ne comprennent guère le sens de cette révolte. Au

1. Daniel Cohn-Bendit, *Nous l'avons tant aimée, la Révolution*, entretien avec Michel Chemin, Paris, éd. Barrault, 1986, p. 75.

début, ils perçoivent un danger pour leur vie quotidienne et leur emploi. En outre, leur faible politisation et leur faible « conscience de classe » ne leur permettent pas de se situer par rapport aux protestations de mai. C'est en marginaux, loin des préoccupations des ouvriers et de la société française, qu'ils apparaissaient d'abord en 1968. Une étudiante témoigne de ce décalage après une rencontre avec des travailleurs immigrés à Nanterre où elle observe leurs attitudes craintives face à la situation : « *J'ai demandé à plusieurs personnes d'aller manifester à Paris avec moi. Au début, ils n'étaient pas d'accord, puis ils acceptèrent à la condition que je leur promette que rien n'arriverait et que je reste avec eux constamment*<sup>2</sup>. » Vivant pour la plupart dans les bidonvilles de la banlieue parisienne, les travailleurs étrangers ressentent une forte insécurité dans les baraques : rupture de l'approvisionnement alimentaire, mobilisations racistes, licenciements, chômage technique, cessation ou suspension des salaires sont redoutés<sup>3</sup>. Pour éviter tout risque, certains s'obligent à travailler même avec une forte fièvre, d'autres n'osent pas prendre les semaines de congé prévues de peur de ne pas retrouver de place à leur retour. Les mesures répressives du gouvernement dès les premières heures de la révolte affolent ceux qui craignent d'être tenus responsables de la crise. Pour ces raisons, la plupart restent à l'écart des manifestations.

Cette inquiétude provoque même un mouvement de retour au pays d'origine comme le signale une enquête du *Monde*<sup>4</sup>. Plusieurs compagnies de transport privé, attirées par des perspectives juteuses, mettent en place dès le début de Mai 68 des services d'autobus vers l'Italie, l'Espagne et surtout le Portugal. En quinze jours,

10 000 Portugais retournent au pays, au rythme journalier de 4 à 5 bus qui quittent la place de la Bastille pour Lisbonne. Certains immigrés mettent à profit des vacances pour chercher du travail au pays et ne reviendront pas en France. Cette crainte généralisée parmi les immigrés s'est atténuée dès lors que la tournure des événements est devenue moins alarmante.



### Solidarités interculturelles

Si les réactions de peur sont majoritaires, une partie non négligeable des étrangers s'est sentie néanmoins concernée par l'enjeu de la révolte, soutenue par les gauchistes très présents sur la scène politique. Dans l'élan de la solidarité, on avançait même l'idée d'une participation massive des immigrés aux mouvements revendicatifs<sup>5</sup>. Les organisations d'extrême gauche lancent un appel en faveur des travailleurs étrangers pendant les grèves : « *Les étrangers sont des producteurs comme les autres travailleurs, ils ont la même dignité reconnue par la Déclaration des droits de l'homme, ils ont les mêmes aspirations que les ouvriers français et ne demandent qu'à s'intégrer dans l'action si nous savons les accueillir et partager les responsabilités. Il faut que nous connaissions leur angoisse, leur hantise du chômage, le climat d'inquiétude quant à leur avenir immédiat. Ils ont des besoins matériels, et puisqu'ils n'ont pas d'amis, ils ne savent pas comment se débrouiller (...). Cette situation est injuste et intolérable ! Nous sommes tous concernés ! Au moment où la contestation souffle sur le pays, reconnaissons que les étrangers contribuent au bien-être de la France, il ne prend pas notre pain. Agissons, la communauté*

2. S. Yati, « D'un désert à l'autre, le périple d'un jeune Algérien du Sahara à Nanterre », in *Preuves*, n° 214, 1969, pp. 36-47. Cet article est le fruit d'un entretien de l'auteur avec Ali, travailleur immigré. 3. Des équipes de secours, notamment celle de l'association Aide à toute détresse ATD quart monde, se chargent de distribuer argent et nourriture en créant des comités de solidarité dans les bidonvilles comme au Château-de-France à Noisy-le-Grand ou à La Campa à La Courneuve. 4. « Des milliers de travailleurs étrangers ont quitté les bidonvilles pour rentrer dans leur pays », in *Le Monde*, 15 juin 1968. 5. Voir « Renault, la parole aux travailleurs émigrés », in *Action*, 18 juin 1968 : un ouvrier de l'usine Renault interrogé estima que les immigrés sont devenus un poids dans la lutte ouvrière. Jacques Tenessi dans « Les immigrés dans la grève », in *Droit et Liberté* de juin 1968, p. 7, note que la participation massive des étrangers aux grèves a accéléré l'intégration des étrangers dans le mouvement ouvrier français.

## REPÉRAGE

*internationale nous jugera*<sup>6</sup> ! » Cette attitude sera adoptée par la gauche traditionnelle, mais après les événements. Les *Cahiers du communisme* s'expriment à ce sujet : « *Il faut dénoncer le racisme larvé qui suscite la division parmi les travailleurs qu'il convient d'unir pour préserver et renforcer les acquis. La grève a démontré que le problème n'était pas de dresser des barrières entre les travailleurs de différentes nationalités mais, au contraire, à partir des intérêts de classe de tous les travailleurs, livrer le combat pour qu'il soit effectivement mis fin à la surexploitation dont sont victimes les travailleurs étrangers qui font partie intégrante de la classe ouvrière française* ». »

Plusieurs travailleurs ou étudiants étrangers s'engagent dans le militantisme au nom des valeurs internationalistes. L'intégration des immigrés au mouvement mise sur la solidarité pour constituer une force prolétarienne puissante. Le slogan « *Travailleurs français et immigrés tous unis* » est l'un des plus entendus pendant les grèves. Une stratégie de luttes solidaires et d'intégration est progressivement mise en place en suscitant des rencontres, des dialogues et des liens d'amitié avec les étrangers. Des étudiants se rendent dans les bidonvilles et, en particulier, celui de Nanterre qui jouxte l'université, mais ils sont confrontés à l'incompréhension des migrants face aux manières souvent maladroitement de certains d'entre eux pour les convaincre<sup>7</sup>. Le seul combat possible des immigrés ne devait-il pas être mené dans leur pays<sup>8</sup> ? Un étudiant africain résume l'état d'esprit général : « *Ce qui nous intéresse ce n'est pas d'améliorer notre situation en France mais de lutter pour la révolution qui libérera notre pays du colonialisme*<sup>9</sup>. » En soutenant la révolte, les étrangers devaient « s'aguerir » et porter la lutte chez eux : les gauchistes en

sont convaincus et pensent que les travailleurs français ont impérativement besoin de ce « *ferment révolutionnaire* » pour combattre la bourgeoisie ; sans les étrangers la révolution ne se fera pas : « *La révolution sera internationale ou ne sera pas !* » ; « *Le Tiers-monde avec nous*<sup>10</sup> ! » Une alliance avec le Tiers-monde permettrait seule de lutter contre l'oppression capitaliste. Et qui mieux en France que les travailleurs immigrés symbolisent le Tiers-monde ?

Cette rencontre entre Français et immigrés en Mai 68 va se structurer autour de la création d'un Comité d'action des travailleurs étrangers (Cate ou Comité des étrangers), fondé à l'université de Censier le 14 mai 1968, en liaison avec l'agitation ouvrière dans les usines. Dans un tract rédigé en quatre langues (italien, espagnol, portugais, arabe) et diffusé le 18 mai, le Cate dénonce le système capitaliste : « *Des centaines de milliers de travailleurs étrangers sont importés en France comme n'importe quelle marchandise utile au Capital. Le gouvernement va même jusqu'à organiser une immigration clandestine. Ces travailleurs sont exploités par le Capital, ils n'ont pas eu le choix. Ils ont quitté leur pays ou ils crevaient de faim car ce pays est aussi sous le joug du Capital. Victimes là-bas, ils sont encore victimes ici. Il faut que cela cesse ! Car ils ne sont pas les ennemis du prolétariat français : ils en sont même les plus sûrs alliés*<sup>11</sup>. » Cet esclavage moderne s'exerce à l'encontre des travailleurs immigrés sous la forme d'un sous-prolétariat<sup>12</sup>, encore appelé « *lumpenprolétariat* » : « *Des étudiants et travailleurs étrangers participent à la lutte car cette lutte est la leur. Seule la solidarité internationale permettra de résoudre les très dures conditions de travail imposées par le Capital. Les étrangers dénoncent la discrimination dont ils sont*

6. Voir l'appel publié dans l'ouvrage de Claude Folhen, « Mai 68, révolution ou psychodrame ? », in *Clio*, Paris, 1973, p. 31. 7. Charles Barontini, « L'immigration et l'activité du Parti », in *Cahiers du communisme*, mars 1969, pp. 88-102. 8. S. Yati, *op. cit.* 9. Propos tenus par un manœuvre algérien dans l'enquête de Huseyin Celik (dir.), « Les travailleurs immigrés parlent », in *Les Cahiers du Centre d'études socialistes*, octobre-décembre 1969. 10. Propos recueillis par Louis Mouscron dans « Ardent mois de mai », in *Droit et Liberté*, juin 1968. 11. « Le Tiers-monde avec nous », in *Jeune Afrique*, 27 mai 1968, pp. 43-44. 12. Jean Baynac, *Mai retrouvé*, Paris, Robert Laffont, 1978, p. 137. 13. Voir le tract intitulé « La condition sous-prolétarienne » du mouvement Science et service, in Alain Schnapp, Pierre Vidal-Naquet, *Journal de la commune étudiante (novembre 1967-juin 1968)*, Paris, Seuil, 1969. Ce tract affirme qu'il existe un sous-prolétariat de trois millions de personnes en France, signe manifeste d'une société centrée sur le profit où l'homme est réduit au rôle de consommateur.

victimes, elle affaiblit la lutte de la classe ouvrière française<sup>14</sup>. »

Aux côtés du Cate, d'autres structures sont créées, comme le Comité de liaison des organisations de travailleurs immigrés en France (Clotif), réunissant Espagnols, Portugais, Italiens, Marocains, Algériens, Sénégalais et Mauritaniens. Cette organisation œuvre pour la solidarité et une action commune aux travailleurs sans distinction de nationalité<sup>15</sup>. Le Comité des trois continents (ou Tricontinentale) développe les contacts entre travailleurs ou étudiants français et étrangers. Un Comité du droit des étrangers dénonce auprès de l'opinion les silences et les mensonges des médias et fait connaître la surexploitation des immigrés. Sous l'égide de ces organisations, des travailleurs migrants participent peu à peu aux journées révolutionnaires : organisation des grèves, participation aux meetings, discussions, etc. Les étrangers isolés, qui jusqu'alors avaient tout juste le « droit de se tenir tranquille », voient leur situation évoluer au cours du mois de mai, comme le note un étudiant guinéen : « *Maintenant nous venons à la Sorbonne, nous intervenons dans les débats, nous parlons, nous nous penchons sur les problèmes du monde sans complexes ni contrainte*<sup>16</sup>... »

Les étrangers s'organisent également par nationalités. Les Portugais se montrent les plus actifs dans cette initiative. Le 16 mai, une quarantaine d'entre eux créent une section « langue portugaise » au sein du Cate et des tracts sont distribués lors de rencontres dans des foyers et des bidonvilles majoritairement peuplés de Portugais<sup>17</sup>. Alors que les Grecs lancent des comités d'action en prévision de grèves dans les usines Citroën tout comme les Italiens, un Comité d'action maghrébin incite à

prendre fait et cause pour le combat des étudiants français. Les Marocains tiennent une assemblée générale chaque soir entre le 17 et le 25 mai avec la mise en place de commissions et d'interprètes pour favoriser l'action dans les usines.



## Les conditions de vie en question

Bernard Hanrot, ouvrier spécialisé à Usinor et proche des travailleurs migrants dont il partage le quotidien au travail, lance un cri d'alerte sur la nécessité d'agir en leur faveur : « *Les migrants sont des hommes comme vous et moi (...). Venez avec moi sur les chantiers voir ce que nous avons pour nous loger, venez si vous avez le courage, constater l'hygiène de nos baraquements. Il y a huit mois que je dors dans les mêmes draps... Alors vous qui défendez vraiment l'homme dans cette usine pensez à tous les hommes et pas seulement à vous (...)*<sup>18</sup> ».

Mai 1968 est l'occasion de découvrir les conditions de vie des étrangers. Les étudiants grévistes vont rendre visite aux habitants des bidonvilles proches de l'université de Nanterre afin d'observer ce sous-prolétariat urbain<sup>19</sup>. Plusieurs revendications en faveur des étrangers se font alors entendre, même si elles sont un peu noyées dans le flot des idées du mouvement. Certaines, très générales, ne touchent au thème de l'immigration qu'en toile de fond. Supprimer les bidonvilles, « *envers du son et lumière de la grandeur de notre civilisation*<sup>20</sup> » apparaît comme la mesure prioritaire. Ainsi, un Comité d'action bidonvilles voit le jour le 5 juin, et réclame notamment la reconnaissance des baraques comme domicile légal. Un tract intitulé, « *Pourquoi les bidonvilles ?* » circule dans la capitale.

14. Extrait d'un tract du Comité d'action des travailleurs étrangers de Censier du 22 mai 1968 : « Des étrangers aux Français », in Alain Schnapp, Pierre Vidal-Naquet, *op. cit.*, p. 616. 15. « Les travailleurs émigrés et le mouvement social en France », in *L'Algérien en Europe*, 15 juin 1968. 16. *Jeune Afrique*, 27 mai 1968. 17. Après avoir diffusé une série de tracts à plus de 8 000 exemplaires les 19 et 20 mai, les associations portugaises programment une série de meetings : le 18 mai à Montreuil, Ivry et Saint-Denis, et le 21 mai à Bobigny, Nanterre et Champigny. On y aborde notamment les problèmes de l'usine Decauville où les Portugais sont prêts à déclencher une grève, du chantier Poniatowsky occupé par 200 Portugais qui se mettent en grève pour la première fois sur les conseils d'une « commission d'agitation ». 18. Bernard Hanrot, *Les sans-voix au pays de la liberté*, Paris, éd. Ouvrières, 1976, pp. 40-46. 19. Voir l'article de Gilles Verbunt, « Esclaves de notre temps », in *Études*, vol. 330, n° 3, 1969, pp. 336-343, reprenant une thématique de Mai 68. 20. Phrase recueillie dans l'article de François Maspero, « CRS = SS », in *Partisans*, mai-juin 1968, pp. 259-260. Malgré la loi Debré sur la résorption des bidonvilles, on chiffre à plusieurs milliers le nombre d'immigrés logés dans des baraquements à Paris.

## REPÉRAGE

Affiches de Mai 68 réalisées par l'Atelier populaire ex-École des Beaux-Arts. Impression sérigraphique à l'encre rouge, verte et noire, Musée national de l'histoire et des cultures de l'immigration, CNHI.

Affiche de Mai 68 réalisées par L'École normale supérieure des Beaux-Arts. Impression sérigraphique à l'encre rouge, verte et noire, Musée national de l'histoire et des cultures de l'immigration, CNHI.

Cette revendication rejoint une autre des valeurs essentielles du mai étudiant : l'abolition des frontières, caractérisée par le slogan « *Les frontières, on s'en fout !* ». Car la notion de nationalité est qualifiée de profondément « réactionnaire » par les acteurs de mai, dans le sens où elle confère aux immigrés un statut coercitif particulier, l'appartenance à une classe sociale à part, bien plus opprimée que les ouvriers français. *La Cause du peuple* propose que l'on attribue la nationalité française à tous ceux qui la désirent. Nombre de revendications sont annonciatrices des débats à venir sur l'immigration. Le tract diffusé le 16 mai, intitulé « *Pour l'abolition du statut des étrangers en France* », prône l'égalité et revendique des droits pour les étrangers : droit de grève, liberté de créer une association, liberté syndicale, droit de manifestation et vote. Les problèmes administratifs des étrangers sont présents dans les débats : la carte de séjour est considérée comme un moyen de contrôle policier permanent et la carte de travail comme l'aliénation des étrangers dans une profession de laquelle il peine à s'extirper. Le mouvement de mai réclame la suppression de ces titres jugés discriminatoires. Cette volonté d'égalité sociale et juridique avec les Français s'exprime à travers des slogans « *Les étrangers ont droit à tout comme vous !* », « *Nous sommes tous des étrangers !* ».

Les militants d'extrême gauche insistent sur la nécessité de combiner un libre épanouissement des immigrés dans leur propre culture et une accession à la culture de la société d'accueil. Un grand nombre d'étudiants, d'enseignants ou d'intellectuels se mobilisent pour mettre en œuvre une campagne nationale d'alphabétisation<sup>21</sup>. Ces revendications annoncent les contradictions internes aux débats à venir autour de la question des minorités culturelles et du « droit à la différence ».

Toutefois, malgré toute cette agitation autour de la condition des étrangers vivant en France, peu de

mesures seront prises sur l'immigration dans les accords de Grenelle du 25 et 26 mai<sup>22</sup>.



## Déclenchement de vagues de racisme

Mai 68 va provoquer des actes racistes parmi la police et des groupuscules politiques dont certains considérés comme néo-nazis. D'emblée, les étrangers sont tenus responsables des agitations. Quelques hommes politiques et des membres du gouvernement alimentent le mythe du complot venu de l'étranger, position classique en période de troubles sociaux. Une campagne du *Figaro* incite à se méfier de « *la pègre internationale* » qui menace l'intégrité du pays. Georges Pompidou évoque une possible subversion venue de l'étranger : « *Des individus déterminés, avec des moyens financiers importants et un matériel adapté au combat de rue, dépendent d'organisations internationales*<sup>23</sup>. » Les origines de Daniel Cohn-Bendit sont pourfendues, en particulier dans l'hebdomadaire d'extrême droite *Minute* : « *Il faut en finir avec la chienlit des Cohn-Bendit... Dans le tumulte actuel, ce Cohn-Bendit doit être pris par la peau du cou et reconduit à la frontière sans autre forme de procès. Et si nos autorités ne s'en sentent pas le courage, nous connaissons un certain nombre de jeunes Français que cela dérange d'accomplir ce geste salutaire*<sup>24</sup>... » Le slogan « *La France aux Français* » reprend du galon, notamment le 30 mai, lorsque la droite organise avec succès une contre-manifestation sur les Champs-Élysées<sup>25</sup>.

Parallèlement, des « Comités de la République » apparaissent partout en France, véhiculant des idées xénophobes. À Béziers, un tract tente d'alarmer la population : « *Le peuple français est majeur. Il n'a pas besoin pour régler ses propres affaires de ressortissants étrangers. Travailleurs français, vous*

21. *Ibid.* 22. Pendant les événements de mai, un accord franco-algérien de réduction des contingents annuels de main-d'œuvre est signé.

23. *Droit et Liberté*, juin 1968. 24. *Minute*, 2 mai 1968. 25. Expression de Lucien Roux et René Backmann dans *L'explosion de mai, histoire complète des « événements »*, Paris, Robert Laffont, 1968, pp. 457-471.

## REPÉRAGE

*perdez votre liberté ! Les piquets de grève composés d'étrangers font la loi à la porte de vos usines, dans vos ateliers et chantiers*<sup>26</sup>. » Plus directs et violents, des commandos racistes agissent dans Paris et dans les grandes villes de province. Le groupuscule Occident est parmi les plus en vue : ses membres organisent plusieurs menées racistes en réponse à l'agitation gauchiste<sup>27</sup>. Par exemple, dans une résidence universitaire à Orléans attaquée dans la nuit du 15 au 16 juin, les étudiants, en majorité étrangers, sont matraqués. Après la manifestation du 30 mai sur les Champs-Élysées, ce climat xénophobe gagne la capitale, symbolisé par des troubles à Belleville où vivent de nombreux migrants. Le 2 juin, le quartier est le théâtre d'affrontements entre « Juifs » et « Arabes » à la suite d'une partie de cartes qui avait mal tourné. Les scènes de violence vues à la télévision choquent les Français : le pillage de magasins ou de cafés et les bagarres font de nombreux blessés. Si les événements ne sont pas spectaculaires, c'est le moment où ils font l'objet d'une médiatisation.



### Rejet de la xénophobie

L'Amicale des Algériens en Europe déplore les agressions contre les Algériens et lance des appels au calme<sup>28</sup>. Le quotidien *El Moudjahid* et l'hebdomadaire *France-Algérie* affichent leur inquiétude face à la tonalité raciste donnée aux incidents de Belleville<sup>29</sup>. Très actif pour faire contrepoids et dénoncer le racisme, le MRAP parle de provocation : « *Les événements doivent inciter tous les anti-racistes à la vigilance. Les heurts raciaux s'inscrivent fort bien dans une tactique définie ailleurs qu'à Belleville*<sup>30</sup>... » Elle distribue un tract aux habitants de Belleville appelant au calme : « *Habitants de*

*Belleville, de violents incidents se sont produits dans votre quartier (...). Qui a tort ? Qui a commencé ? Peu importe aujourd'hui. Ce qui est certain c'est que des provocateurs se sont efforcés d'attiser les haines entre Juifs et Arabes. Il faut mettre fin à la tension qui persiste. Juifs et Arabes, vos ennemis sont communs : les racistes qui ont pour vous le même mépris, la même hostilité.* »

Les acteurs de mai établissent un parallèle entre ce climat de xénophobie et la période de la guerre d'Algérie. Les méthodes de la police rappellent des mauvais souvenirs liés au conflit<sup>31</sup>. François Maspero compare la répression du 17 octobre 1961 et celle de mai-juin 1968<sup>32</sup>. *Droit et Liberté* illustre un article sur les grèves par deux photographies, l'une montrant une victime algérienne laissée sur le trottoir le soir des ratonnades de 1961 avec la légende « *Voici bientôt sept ans* », l'autre un étudiant victime de violences policières avec le commentaire « *En mai 1968, Paris a eu ses nouveaux ratons, les étudiants*<sup>34</sup> ». Les manifestants adoptent le terme « ratonnade » pour évoquer la répression policière dont ils sont victimes.

L'assimilation étudiants vs immigrés n'est pas innocente. Selon les témoignages, la violence policière s'abat d'abord sur les étrangers. Dans le recueil *Ils accusent*, l'Unef et le Snesup tirent un bilan de la répression : les jeunes, et plus particulièrement ceux dont l'origine est présumée étrangère, *a fortiori* si leur peau est « colorée », sont davantage exposés aux matraquages : « *Il suffit parfois d'appartenir à un certain milieu ou d'être habillé d'une certaine manière pour avoir un traitement moins sévère. Mais si par malheur la personne appréhendée était noire, vietnamienne ou algérienne, elle subissait un traitement spécial, une sorte de double dose. Ce qui frappe à la lecture des témoignages c'est la fréquence des comportements racistes et*

<sup>26</sup>. Propos recueillis dans *Droit et Liberté*, juin 1968. <sup>27</sup>. Le 2 mai, Occident se félicite dans un tract de l'incendie du siège de la Fédération des groupes d'études de lettres à la Sorbonne. Le 20 mai, des commandos investissent l'Opéra, l'Institut d'études politiques est mis à sac, la faculté de droit, le lycée Condorcet, les sièges locaux du Parti communiste sont attaqués, des agressions contre des étudiants et des immigrés se multiplient à Paris, Lyon, Aix-en-Provence, Toulouse, Bordeaux ou Marseille. <sup>28</sup>. « La crise française et l'émigration algérienne », in *L'Algérien en Europe*, 15 juin 1968. <sup>29</sup>. *El Moudjahid*, 4 juin 1968 ; *France-Algérie*, 6 juillet 1968. <sup>30</sup>. *Droit et Liberté*, juin 1968. <sup>31</sup>. *Ibid.* <sup>32</sup>. Idée développée dans l'ouvrage d'Alain Delale, Gilles Ragache, *La France de mai 68*, Paris, Seuil, 1978, pp. 23-25. <sup>33</sup>. *Partisans*, mai-juin 1968, op. cit. <sup>34</sup>. *Droit et Liberté*, juin 1968, op. cit.



xénophobes à des lieux et dates si différents qu'on ne peut manquer de s'interroger sur l'ampleur de ce mal à l'intérieur du corps de la police<sup>35</sup>... » Une série de témoignages très variés confirme ces analyses, tel que celui d'un étudiant français : « *Je revenais chez moi le 25 mai à quatre heures du matin (...). Je fus interpellé par trois policiers. Lisant sur mes papiers "né en Tunisie", ils exultèrent : "un raton...". Quelques coups de matraque, de nouveaux coups dans le commissariat*<sup>36</sup>. » Une passante mentionne les différences de traitement dans l'arrestation des manifestants : « *Le 23 mai, j'ai été prise sans brutalité par deux CRS et emmenée à des cars de police où se trouvaient déjà cinq personnes. Rapidement nous nous retrouvons à trente (...). Un Noir et un Arabe sont particulièrement maltraités, on les isole pour les tabasser*<sup>37</sup>... » Dans *Le Monde*, un médecin témoigne d'une violente intervention d'une vingtaine de CRS dans un café fréquenté par des jeunes étrangers et plus particulièrement à l'encontre d'une douzaine d'entre eux, parmi lesquels un Noir emmené dans une fourgonnette<sup>38</sup>.

Un autre aspect de la répression en Mai 68 s'illustre par l'expulsion de centaines d'étrangers de nationalités diverses interpellés dans la rue, à leur domicile ou sur leur lieu de travail<sup>39</sup>, en application de l'ordonnance du 2 novembre 1945 relative au devoir de réserve sur le territoire français. Ces mesures déclenchent des réactions des manifestants, en premier lieu, qui s'insurgent contre le « *règne gaulliste* » soupçonné d'organiser la xénophobie en renvoyant des milliers de travailleurs immigrés dans leur pays<sup>40</sup>. Pour *Action*, le but est de gagner des voix fascistes et poujadistes. De nombreux tracts protestent contre l'expulsion des étrangers. Un artiste peintre tunisien relate avec

précision les derniers moments en France d'un expulsé et les méthodes dégradantes infligées par la police et l'administration<sup>41</sup>. *Le Monde* publie le témoignage d'un jeune étranger sur la brutalité de son expulsion<sup>42</sup>. Plusieurs dizaines d'Espagnols, d'Italiens, d'Algériens, de Maliens ou de Vietnamiens sont assignés à résidence et le plus souvent expulsés<sup>43</sup>. Plus de 300 travailleurs étrangers victimes de la répression gouvernementale auraient été expulsés pendant et après Mai 68.

Face à cette situation, les organisations antiracistes réagissent. La Ligue des droits de l'homme conteste les mesures gouvernementales dans leur application arbitraire lors d'une conférence de presse de son président Daniel Mayer<sup>44</sup>. Le MRAP demande dans un tract la suppression des expulsions administratives : « *Y-a-t-il urgence absolue pour expulser des étrangers pris au hasard dans la rue qu'on n'interroge même pas, dont on ne vérifie même pas l'identité et à qui on n'octroie aucun droit de défense. Les mesures arbitraires prises contre les travailleurs immigrés ont une portée qui dépasse leur propre personne*<sup>45</sup>. » Les autorités religieuses précisent dans une déclaration commune que la procédure d'urgence réveille des attitudes latentes de xénophobie<sup>46</sup>. L'action syndicale permet l'annulation de certaines mesures de reconduite à la frontière. La CGT fait part de son souci de protéger les travailleurs immigrés contre l'arbitraire du gouvernement dès juin 1968<sup>47</sup>. Le 4 juillet, le bureau confédéral de la CFDT apporte un soutien total aux étrangers susceptibles d'être inquiétés pour leur participation au mouvement de mai<sup>48</sup>. Les sections locales ripostent sous différentes formes : débrayages, pétitions, délégations auprès des inspecteurs du travail<sup>49</sup>.

35. Unef et Snesup, *Ils accusent*, Paris, Seuil, 1968, p. 70. 36. *Ibid.* 37. *Ibid.* 38. *Le Monde*, 9 mai 1968. 39. *Le Monde* du 20 juin 1968 dénombre 161 étrangers expulsés entre le 8 et le 17 juin. 40. *Action*, 18 juin 1968. 41. Propos recueillis dans « Le dossier des violences policières : les expulsés ou assignés à résidence », in Unef, Snesup, *op.cit.*, pp. 191-214. 42. « Comment j'ai été expulsé », in *Le Monde*, 21 juin 1968. 43. Par exemple, l'Algérien Amar Daoud, militant CGT des usines Citroën, est expulsé en juillet 1968, de même qu'un militant algérien de la CGT, ouvrier chez Rhône-Poulenc, expulsé le 6 octobre 1968. 44. *Le Monde*, 22 juin 1968. 45. *Droit et Liberté*, septembre-octobre 1968. 46. Déclaration signée par M<sup>re</sup> Collin, président de la Commission épiscopale des travailleurs migrants, le pasteur Charles Westphal, président du Conseil de la Fédération protestante de France et le grand rabbin Kaplan. Voir *Le Monde*, 26 juin 1968. 47. Voir *Le Peuple*, 1<sup>er</sup> juillet 1968 et *Syndicalisme*, 27 juin 1968. 48. *Syndicalisme*, 25 juillet 1968. 49. *Le Peuple*, 16 septembre 1968.

## REPÉRAGE

### Un moment fondateur de l'opinion sur l'immigration

Mai 68 a marqué un tournant majeur dans l'évolution de l'image des étrangers en France. Si leur rôle n'est pas apparu au premier plan<sup>50</sup>, la question de l'espace politique et social qui devait être accordé aux étrangers en France est néanmoins lancée dans les débats. Sous la profusion des slogans et des discours, le mouvement de mai aura tenté de rassembler les exclus au nom de l'anti-impérialisme, de l'antiracisme et de la liberté. Daniel Cohn-Bendit, symbole de l'étudiant étranger révolutionnaire, amène le mouvement de mai à réfléchir sur la « condition immigrée » en relation avec le mouvement tiers-mondiste. Aller aux devants des travailleurs immigrés est apparu indispensable, comme l'explique cette étudiante quelques mois après les événements : « *Tout a commencé pour moi par un énorme tas d'ordure. C'était pendant les grèves, et j'étais allée, avec d'autres étudiants, brûler les détritiques qui n'avaient pas été ramassés depuis un mois dans les bidonvilles, et essayer d'aider matériellement les travailleurs étrangers en grève. Tout de suite, les habitants nous ont prêté main forte : ils nous ont apporté des pelles, des brouettes : ils nous ont donné des conseils pour éviter que le vent ne provoque un incendie : ils nous ont offert du thé, de l'orangeade : et nous sommes repartis le soir avec*

*l'idée "qu'il fallait faire quelque chose". Les ordures brûlées, les grèves terminées, nous sommes revenus au bidonville. Nous avons commis des erreurs. Le contact avec les Arabes n'était pas facile : en apparence il l'était beaucoup plus avec les enfants, mais il fallait admettre que nous ne savions rien, et il fallait comprendre, apprendre des Arabes eux-mêmes ce que nous devons faire pour les aider. Pour moi une amitié est née, qui prouve peut-être à elle seule qu'il y a bien eu quelque chose comme une révolution. Et j'ai demandé à cet ami de m'apprendre ce qu'il savait. Je ne lui ai presque pas posé de question. D'abord parce que je ne savais rien, et ensuite parce que j'écoutais ce qu'il disait<sup>51</sup>. »*

La minorité active des travailleurs étrangers qui avait été solidaire des grévistes, malgré les barrières multiples et les tentatives de division, témoigne d'un frémissement dans la mobilisation des immigrés. À l'aube des années 1970, cette présence devient plus visible dans la vie publique française car certains osent afficher leurs revendications propres et les Français vont en parler davantage. Les grèves poussèrent les pouvoirs publics à « découvrir » les migrants dont le rôle politique et social s'élargit peu à peu. En outre, des associations de solidarité entre Français et immigrés gagnent en importance. Des étrangers militent plus nombreux dans des organisations politiques, surtout d'extrême gauche. Mai 68 est donc bien un moment fondateur de l'opinion sur l'immigration. ■

<sup>50</sup>. Voir l'enquête de la Sofres les 8 et 9 avril 1988, sur un échantillon national représentatif de 1 000 personnes (Sofres, *L'état de l'opinion 1989*) qui ne mentionne pas parmi les changements importants entraînés par Mai 68, les relations entre Français et immigrés. <sup>51</sup>. S. Yati, *op. cit.*, p. 36.